

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12859]

**12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het verslagmodel over de wijze van dienen van tijdelijke leermeesters godsdienst en leraars godsdienst bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijke leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld, wordt opgesteld volgens het model gevoegd bij dit besluit.

**Art. 2.** Het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het statuut van de leermeesters en leraars godsdienst van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12745]

**24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 janvier 2019 ;

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 janvier 2019 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 4 février 2019 ;

Vu le protocole n° 501 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 11 mars 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 19 mars 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française ».

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, le mot « nouvelles » est remplacé par le mot « Numériques ».

**Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, adaptant l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « six » est remplacé par le mot « sept » ;

2<sup>o</sup> le mot « ,16 » est inséré entre les mots « 15 » et « et 16+ ».

**Art. 4.** À l'article 5 du même arrêté, adaptant l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « sans préjudice de l'article 3bis » sont insérés entre les mots « fonctionnaires généraux » et « sont nommés » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les agents des autres catégories sont nommés par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions, sur proposition du Comité de direction, ou par le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5bis, insérant un article 3bis dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française rédigé comme suit :

« Art. 5bis. Il est inséré un article 3bis qui doit se lire comme suit :

Art. 3bis. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, le Directeur général de l'Informatique est nommé à titre temporaire par le Gouvernement conformément à la procédure déterminée aux paragraphes suivants.

§ 2. L'emploi de Directeur général de l'Informatique à pourvoir par mandat est déclaré vacant par le Gouvernement au plus tard 6 semaines après la prestation de serment de ses membres faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

En même temps qu'il déclare l'emploi vacant, le Gouvernement établit une lettre de mission sur la base d'un projet de lettre de mission proposé par le Comité de direction au plus tard trois semaines après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement. Le Gouvernement approuve le projet de lettre de mission. À défaut de proposition dans ce délai, le Gouvernement établit lui-même une lettre de mission.

La lettre de mission comporte les éléments suivants :

1<sup>o</sup> les conditions d'accès au poste ;

2<sup>o</sup> la description de fonction et le profil de compétences de la fonction à pourvoir ;

3<sup>o</sup> la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire ;

4<sup>o</sup> les objectifs de gestion stratégique à atteindre, définis notamment sur la base de la déclaration de politique communautaire ;

5<sup>o</sup> les moyens budgétaires et les ressources humaines attribuées.

§ 3. Immédiatement après la déclaration de vacance, le Gouvernement lance l'appel aux candidatures par toute voie de publication adéquate.

Pour se porter candidat à l'emploi, les candidats doivent satisfaire aux conditions générales suivantes :

1<sup>o</sup> être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;

2<sup>o</sup> jouir des droits civils et politiques ;

3<sup>o</sup> pour les personnes soumises à un statut, ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée ;

4<sup>o</sup> satisfaire aux lois sur la milice ;

5<sup>o</sup> justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer ;

6<sup>o</sup> ne pas être titulaire d'un mandat politique qui pour un agent entraîne un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois ;

7<sup>o</sup> ne pas être titulaire d'un des mandats politiques suivants : échevin, bourgmestre, ou président du conseil de l'action sociale ;

8<sup>o</sup> ne pas bénéficier de dispenses de service ou de congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois.

Nul n'est admis à se porter candidat à l'emploi de Directeur général de l'Informatique s'il ne répond pas, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1, ou être lauréat d'un concours d'accès au niveau 1 ou à un niveau équivalent, ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'Ecole d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle dans le domaine informatique d'au moins 10 années dans une fonction de niveau 1 ou une fonction équivalente, dont 6 années d'expérience de gestion d'équipe et 6 années d'expérience en gestion de projet.

§ 4. Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée auprès du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions au plus tard un mois après la déclaration de vacance de l'emploi concerné.

Les candidatures comprennent :

1° un curriculum vitae standardisé dont le modèle est fixé par le Gouvernement sur proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions comprenant un exposé des titres et mérites ;

2° une lettre de motivation contenant notamment la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat.

Le candidat qui est soumis, dans son emploi actuel, à un régime disciplinaire joint à sa candidature une attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire.

La commission de sélection prévue au paragraphe 5 vérifie la recevabilité des candidatures.

§ 5. Les candidats dont la candidature a été déclarée recevable sont invités à un *assessment*. L'*assessment* consiste en un ensemble d'exercices de simulations destinés à vérifier les compétences, les capacités et les aptitudes requises pour le poste. Il est organisé par un prestataire externe sélectionné par l'ETNIC.

À l'issue de l'*assessment*, la commission de sélection rencontre les candidats. Cet entretien doit permettre à la commission de sélection de déterminer la manière dont les candidats prévoient de mettre en œuvre les objectifs stratégiques et transversaux.

La commission de sélection comprend l'Administrateur délégué du Selor ou son délégué, qui préside la commission de sélection, l'administrateur général de l'ETNIC, ainsi que quatre à six experts externes désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions. Les membres externes de la commission de sélection doivent présenter une compétence incontestable dans le domaine considéré.

Il est alloué aux membres externes de la commission de sélection une indemnité de présence de 90 euros par demi jour de présence.

Le montant de l'indemnité est indexé conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifié par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982, et est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Au terme des épreuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2, les candidats sont inscrits par la commission de sélection soit dans le groupe « apte » soit le groupe « inapte ». Cette inscription est motivée. Les candidats ne sont pas classés.

§ 6. Au plus tard trois mois après la déclaration de vacance, le Gouvernement nomme à titre temporaire le candidat classé dans le groupe « apte » qu'il estime le plus apte à exercer la fonction de Directeur général de l'Informatique en toute confiance au terme d'une comparaison des candidatures, en ayant égard à la motivation de l'inscription dans le groupe « apte » par la commission de sélection, ainsi qu'aux titres et mérites et contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission.

§ 7. La personne qui, au moment de sa nomination à titre temporaire comme Directeur général de l'Informatique, est nommée à titre définitif au sein des services de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent, est mise d'office, pour la durée de sa nomination, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Le contrat de travail du membre du personnel des Services de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent, qui est nommé à titre temporaire comme Directeur général de l'Informatique est, avec l'accord de ce membre de personnel, suspendu.

§ 8. Les dispositions quant à la durée du mandat ainsi qu'en matière de situation administrative et pécuniaire et en matière d'évaluation prévues par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII sont applicables mutatis mutandis au Directeur général de l'Informatique, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par le présent article.

**Art. 6.** A l'article 7 du même arrêté, adaptant l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, le mot « 16 » est inséré entre les mots « 16+ » et « 15 ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *7bis*, adaptant l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, rédigé comme suit :

« Art. *7bis*. L'article 7 doit se lire comme suit :

Article 7. L'administrateur général exerce, sous l'autorité du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions, la haute direction de l'ETNIC. Il en coordonne les travaux et en assure l'unité de gestion.

Il soumet au Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions les affaires traitées par l'administration et y joint ses observations s'il y a lieu. Il peut, en outre, formuler de sa propre initiative toute proposition utile. Il transmet aux services, en les accompagnant des informations nécessaires, les dossiers et les instructions du Ministre ayant l'informatique dans ses attributions.

Il a autorité sur les directions générales et les services composant la direction transversale et stratégique et en assure la coordination. ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *7ter*, adaptant l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, rédigé comme suit :

« Art. *7ter*. L'article 8 doit se lire comme suit :

Article 8. § 1<sup>er</sup>. L'administrateur général adjoint assure, sous l'autorité de l'administrateur général, la direction d'une Direction générale et la coordination des départements qui la composent.

§ 2. Les directeurs généraux assurent, sous l'autorité de l'administrateur général, la direction d'une direction générale et la coordination des départements qui la composent. ».

**Art. 9.** A l'article 8 du même arrêté, les mots « 7 à 10 » sont remplacés par les mots « 9 à 10 ».

**Art. 10.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 9. L'article 11 n'est pas applicable. ».

**Art. 11.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'article 12 doit se lire comme suit :

« Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Il existe, au sein de l'Entreprise, un Comité de direction.

§ 2. Le Comité de direction est composé :

1° des fonctionnaires généraux avec voix délibérative ;

2° de membres du personnel de rang 12 au moins, avec voix consultative, dont la liste est arrêtée par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions.

L'Administrateur général peut inviter d'autres personnes à participer au Comité de direction. Elles disposent d'une voix consultative.

Le Comité de direction est présidé par l'Administrateur général ou, en son absence, par l'Administrateur général adjoint. Il prend ses décisions de manière collégiale.

§ 3. Sans préjudice des pouvoirs attribués à d'autres instances par des dispositions légales, décrétales et réglementaires, le Comité de direction a notamment pour mission :

1° de traiter de toute question transversale ou stratégique ainsi que de toute question d'intérêt général concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Entreprise ;

2° la coordination et l'échange d'informations, notamment en veillant à informer ses membres des différentes politiques menées au sein de l'Entreprise ;

3° la préparation et le suivi des dossiers à soumettre au Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions et aux instances stratégiques de gouvernance informatique de la Communauté française ;

4° d'assurer la coordination, le suivi et la vérification de l'exécution de ses décisions et de celles du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ;

5° de concourir par ses activités à la bonne mise en œuvre du contrat d'administration et d'en assurer un suivi tous les six mois;

6° de rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions sur toute question relative au présent statut et à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ainsi qu'aux matières traitées par l'entreprise.

Le Comité de direction exerce toute autre mission fixée par le présent arrêté ou qui lui serait octroyée ou déléguée par le Gouvernement.

§ 4. Le Comité de direction exerce toutes les compétences dévolues au Conseil de direction par le présent arrêté et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Comité de direction a lieu au scrutin secret. Sa composition est dans ces matières restreinte à ses membres disposant d'une voix délibérative.

§ 5. Le Comité de direction établit son règlement d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions. ».

**Art. 12.** L'article *10bis* du même arrêté est rétabli dans la forme suivante :

« Art. *10bis*. A l'article 13, les mots « du Gouvernement ou du Ministre auquel il a délégué ce pouvoir » doivent se lire comme suit : « du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ou du fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir. ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, l'article *10ter* est remplacé par ce qui suit :

« Art. *10ter*. À l'article 14, les mots « le Gouvernement, le Ministre ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir » et « le Gouvernement ou le Ministre auquel il a délégué ce pouvoir » doivent se lire comme suit : « le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ou le fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir. ».

**Art. 14.** Dans le même arrêté, l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. À l'article 17, le mot « Gouvernement » doit se lire comme « Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions. ».

**Art. 15.** Dans l'article 15 du même arrêté, adaptant l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, le mot « cri » est remplacé par « en ».

**Art. 16.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *16bis* rédigé comme suit :

« Art. *16bis*. – A l'article 30, les mots « du Gouvernement ou du ministre ou du fonctionnaire général » doivent se lire comme suit : « du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ou du fonctionnaire général. ».

**Art. 17.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 16ter rédigé comme suit :

« Art. 16ter. – A l'article 36, § 1<sup>er</sup>, les mots « Le Gouvernement, le Ministre ou le fonctionnaire général » doivent se lire comme suit : « Le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ou le fonctionnaire général. ».

**Art. 18.** A l'article 17 du même arrêté, adaptant l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté, le mot « Bureau » est remplacé par le mot « Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ».

**Art. 19.** A l'article 20 du même arrêté, adaptant l'article 70 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « brade » est remplacé par le mot « grade » ;
- 2° le mot « (le) » est remplacé par le mot « de » ;
- 3° le mot « 124 » est supprimé.

**Art. 20.** A l'article 27 du même arrêté, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Au même article, au paragraphe 8, les mots « par le Gouvernement ou par le ministre ou par le fonctionnaire général » doivent se lire comme suit : « par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ou par le fonctionnaire général. »

**Art. 21.** L'article 28 du même arrêté adaptant les articles 119 et 120 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. L'article 119 n'est pas applicable. ».

**Art. 22.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 28bis rédigé comme suit :

« Art. 28bis. Il est inséré un titre XIIIbis rédigé comme suit :

Titre XIIIbis – Des fonctions informatiques

Art. 120/1. § 1<sup>er</sup>. Les fonctions visées à l'article 8 du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la communication de la Communauté française, sont prévues dans l'organigramme de l'Entreprise approuvé annuellement par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions, sur proposition du Comité de direction. Elles sont classées comme suit :

1° Classe A : Ces fonctions sont ouvertes aux personnes pouvant justifier d'une expérience pointue [en matière de management IT], moyennant circonstances particulières dument motivées dans le profil de fonction, et sur avis préalable et conforme du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ;

- 2° Classe B+ ;
- 3° Classe B ;
- 4° Classe C+ ;
- 5° Classe C ;
- 6° Classe D+ ;
- 7° Classe D ;
- 8° Classe E+ ;
- 9° Classe E.

Aux fonctions des classes B+, B, C+, C, D+, D, E+ et E correspondent respectivement les grades de Directeur de projet ou Directrice de projet, Analyste, Analyste-programmeur expert ou Analyste-programmeuse experte, Analyste-programmeur ou Analyste-programmeuse, Programmeur expert ou Programmeuse experte, Programmeur ou Programmeuse, Opérateur expert ou Opératrice experte, et Opérateur ou Opératrice.

§ 2. Le Comité de direction détermine, en fonction de l'organigramme en vigueur, des intitulés de profil de fonction spécifiques, le cas échéant répartis en catégories ou filières métier, pour chaque classe prévue au § 1<sup>er</sup>.

Art. 120/2. Le contenu de tout profil établi en application de l'article précédent est approuvé par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions sur proposition du Comité de direction.

Tout profil de fonction comprend :

- a) la description concrète des compétences à exercer ainsi que les objectifs à atteindre;
- b) la place de la fonction dans l'organigramme ainsi que sa vocation à être temporaire ou permanente ;
- c) la procédure de sélection et la composition du jury de sélection ;
- d) les critères de la formation et/ou d'expérience exigés.

La décision de procéder à tout engagement en vue de pourvoir à ces fonctions fait l'objet d'un appel à candidature et, le cas échéant, d'une procédure d'assessment définie par le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions, sur proposition du Comité de direction.

Art. 120/3. Lorsqu'une commission de sélection est mise en place pour l'engagement d'un membre du personnel visé à l'article 120/1, elle peut, par dérogation à l'article 7, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII, compter plusieurs membres externes et, dès lors, être constituée de plus de 4 personnes.

Il est alloué aux membres externes de la commission de sélection une indemnité de présence de 90 euros par demi jour de présence.

Le montant de l'indemnité est indexé conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifié par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982, et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. ».

**Art. 23.** A l'article 30 du même arrêté, la mention « 16 Administrateur général adjoint ou Administratrice générale adjointe - Directeur général ou directrice générale » est insérée directement en-dessous de la mention « 16+ Administrateur général ou Administratrice générale ».

**Art. 24.** L'article 33 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

« Art.33. Le Chapitre V doit se lire comme suit :

CHAPITRE V. — *Des échelles de traitement attachées aux fonctions informatiques*

**Art. 31.** A chaque fonction informatique définie en application de l'article 120/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont attachées, compte tenu de la classe à laquelle elle appartient, les échelles de traitement suivantes :

Classe	A	151/1i
Classe	B+	120/4idp
Classe	B	120/4i;
Classe	C+	110/4i
Classe	C	100/4iev
Classe	D+	270/3i
Classe	D	250/3iev
Classe	E+	270/3i
Classe	E	250/3iev

».

**Art. 25.** L'article 34 du même arrêté est modifié comme suit :

1° la mention de l'échelle 250/1iev est insérée avant la mention de l'échelle 260/1i, comme suit :

«

250/1iev

16.926,60

- du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 :

" Echelons :	3(1) 309,85
	13(2) 633,76
	1(2) 247,88 ";

- du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 :

" Echelons :	3(1) 309,85
	13(2) 633,76
	2(2) 247,88 ";

- du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 :

" Echelons :	3(1) 309,85
	13(2) 633,76
	3(2) 247,88 ";

- du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022;

" Echelons :	3(1) 309,85
	13(2) 633,76
	4(2) 247,88 ";

- à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022 :

" Echelons :	3(1) 309,85
	13(2) 633,76
	5(2) 247,88 ";

» ;

2° les mots « , 250/3iev » sont insérés entre les mots « 250/3i » et « et 260/3i » ;

3° la mention de l'échelle 100/1iev est insérée avant la mention de l'échelle 110/1i, comme suit :

«

100/1iev

23.911,99

- du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 :

" Echelons :	3(1) 704,18
	13(2) 1084,44
	1(2) 542,22 ";

- à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019 :

" Echelons :	3(1) 704,18
	13(2) 1084,44
	2(2) 542,22 ";

» ;

4° les mots « , 100/4iev » sont insérés entre les mots « 100/4i » et « et 110/4i » ;

5° la mention de l'échelle 151/1i est insérée après la mention de l'échelle 120/4idp, comme suit :

« 151/1i

Minimum [46.888,91]

- du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 :

« Echelons : 11(2) 2020

1(2) 1010 »

- du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020 :

« Echelons : 11(2) 2020

2(2) 1010 »

- du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 :

« Echelons : 11(2) 2020

3(2) 1010 »

- du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 ;

« Echelons : 11(2) 2020

4(2) 1010 »

- à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022 :

« Echelons : 11(2) 2020

5(2) 1010 » ;

6° il est inséré une colonne entre les échelles 150/1i et 161/1i, rédigée comme suit :

160/1i
48.641,28
10(2) X 2020 »

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 2019.

**Art. 27.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2019.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12745]

**24 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 januari 2019 ;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2019 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 16 januari 2019 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, gegeven op 4 februari 2019 ;

Gelet op het protocol nr. 501 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, afgesloten op 11 maart 2019 ;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen gestuurd aan de Raad van State op 19 maart 2019 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt het woord « nieuwe » vervangen door het woord « digitale ».

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit dat artikel 2, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aanpast, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « zes » wordt vervangen door het woord « zeven » ;

2° het woord « ,16 » wordt ingevoegd tussen de woorden « 15 » en « en 16+ ».

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit dat artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aanpast, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « onverminderd artikel 3bis » ingevoegd tussen de woorden « De ambtenaren-generaal worden » en « tijdelijk » ;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De ambtenaren van de andere categorieën worden benoemd door de Minister die belast is met administratieve informatica, op voorstel van het Directiecomité, of door de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid gedelegeerd wordt. ».

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5bis ingevoegd dat een artikel 3bis in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap invoegt, luidend als volgt :

« Art. 5bis. Er wordt een artikel 3bis ingevoegd dat als volgt dient te worden gelezen :

Art. 3bis. § 1. In afwijking van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt de Directeur-generaal van Informatica tijdelijk door de Regering benoemd overeenkomstig de procedure bepaald in de volgende paragrafen.

§ 2. De betrekking van Directeur-generaal van Informatica waarin het mandaat moet worden ingevuld, wordt uiterlijk 6 weken na de eedaflegging van haar leden, rechtstreeks na de hernieuwing van het Parlement, door de Regering vacant verklaard.

Tegelijk met het vacant verklaren van de betrekking stelt de regering een opdrachtenblad op, op basis van een door het Directiecomité voorgesteld ontwerp van opdrachtenblad en dit uiterlijk drie weken na de eedaflegging van de leden van de regering rechtstreeks na de hernieuwing van het Parlement. De regering keurt het ontwerp van opdrachtenblad goed. Indien binnen deze termijn geen voorstel wordt ingediend, stelt de regering zelf een opdrachtenblad op.

Het opdrachtenblad bevat de volgende elementen :

1° de voorwaarden voor de toegang tot de betrekking ;

2° de ambtsbeschrijving en het bevoegdheidsprofiel van het toe te kennen ambt ;

3° de bepaling van de beheersopdrachten die aan de mandaathouder worden toegewezen ;

4° de te bereiken doelstellingen voor het strategische beheer, die inzonderheid bepaald worden op basis van de verklaring betreffende het gemeenschapsbeleid ;

5° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke middelen.

§ 3. Onmiddellijk na de vacantverklaring doet de Regering de oproep tot kandidaten door middel van elk geschikt publicatiekanaal.



Om zich kandidaat te stellen voor de betrekking moeten de kandidaten aan de volgende algemene voorwaarden beantwoorden :

- 1° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van het ambt ;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten ;
- 3° voor de personen die aan een statuut onderworpen zijn, geen niet doorgehaalde definitieve tuchtsanctie ondergaan ;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 5° het bewijs leveren van de medische geschiktheid die vereist is voor het uit te oefenen ambt ;
- 6° geen politiek mandaat uitoefenen dat, voor een ambtenaar, een politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand met zich mede brengt ;
- 7° geen van de volgende politieke mandaten uitoefenen : schepen, burgemeester, of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn ;
- 8° geen dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verloven genieten, die met het politiek verlof van ambtswege gecumuleerd, ertoe zouden leiden dat een totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand zou worden overschreden.

Niemand mag zich kandidaat stellen voor de betrekking van Directeur-generaal Informatica als hij of zij, op het einde van de vervaldatum van de indiening van de kandidaturen, niet aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau1, of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 of een ermee gelijkgesteld niveau, of houder zijn van een getuigschrift van verworven competenties buiten het diploma dat toegang geeft tot niveau 1 , waarbij dat getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de School voor overheidsbestuur of door een andere instantie aangewezen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

2° het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring inzake informatica van ten minste 10 jaar in een ambt van niveau 1 of ermee gelijkgesteld, waaronder 6 jaar ervaring inzake beheer van teams en 6 jaar ervaring inzake beheer van projecten.

§ 4. De kandidaturen moeten per aangetekende brief bij de Minister bevoegd voor Administratieve informatica ingediend worden en dit uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrokken betrekking.

De Kandidaturen bevatten :

1° een gestandaardiseerd curriculum vitae, waarvan het model vastgesteld wordt door de Regering op voorstel van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister bevoegd voor Administratieve informatica, met inbegrip van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten.

2° een motivatiebrief met inzonderheid de beschrijving van de strategische visie van de kandidaat en de uiteenzetting van de wijze waarop deze het mandaat wil uitoefenen.

De kandidaat die in zijn huidige betrekking aan een tuchtregeling onderworpen is, voegt bij zijn kandidatuur een attest betreffende de staat van zijn tuchtdossier.

De selectiecommissie bedoeld in paragraaf 5 kijkt de ontvankelijkheid van de kandidaturen na.

§ 5. De kandidaten wier kandidatuur ontvankelijk is verklaard, worden voor een assessment uitgenodigd. Dit assessment bestaat uit een geheel van simulatie-oefeningen om de competenties, de vaardigheden en de bekwaamheden die nodig zijn voor de betrekking te verifiëren. Het wordt door een externe dienstverlener georganiseerd die door het ETNIC is geselecteerd.

Na het assessment ontmoet de selectiecommissie de kandidaten. Dit gesprek moet de selectiecommissie in staat stellen om te bepalen hoe de kandidaten van plan zijn de strategische en transversale doelstellingen uit te voeren.

De selectiecommissie is samengesteld uit de Gedelegeerd bestuurder van Selor of zijn afgevaardigde die de selectiecommissie voorziet, de administrateur-generaal van ETNIC, alsook vier tot zes externe deskundigen die aangesteld worden door de Regering op voorstel van de Minister bevoegd voor Administratieve informatica. De externe leden van de selectiecommissie moeten over een onbetwistbare bekwaamheid op het betrokken gebied beschikken.

Er wordt aan de externe leden van de selectiecommissie een presentiegeld van 90 euro per halve dag aanwezigheid toegekend.

Het bedrag van de vergoeding wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels voorgeschreven in de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982, en wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Na de proeven bedoeld in het eerste en het tweede lid, worden de kandidaten door de selectiecommissie ingeschreven ofwel in de groep « geschikt » , ofwel in de groep « ongeschikt » . Deze inschrijving wordt gemotiveerd. De kandidaten worden niet gerangschikt.

§ 6. Uiterlijk drie maanden na de vacantverklaring benoemt de Regering in tijdelijk verband de kandidaat die gerangschikt is in de groep « geschikt » die zij het meest geschikt acht om het ambt van Directeur-generaal Informatica in vol vertrouwen uit te oefenen, na vergelijking van de kandidaturen, rekening houdend met de motivering van de rangschikking in de groep « geschikt » door de selectiecommissie alsook de titels en verdiensten en de inhoud van de motiveringsbrief van elke kandidaat en dit, in vergelijking met het opdrachtenblad.

§ 7. De persoon die, op de datum van de benoeming in tijdelijk verband tot Directeur-generaal Informatica, in vast verband benoemd is binnen de diensten van de Franse Gemeenschap of de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, wordt ambtshave voor de duur van de benoeming met verlof gesteld wegens opdracht van algemeen belang in zijn oorspronkelijke betrekking.

De arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de Diensten van de Franse Gemeenschap of van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, dat in tijdelijk verband benoemd is tot Directeur-generaal Informatica, wordt, met instemming van dat personeelslid, geschorst.

§ 8. De bepalingen betreffende de duur van het mandaat, alsook de administratieve en geldelijke toestand en de evaluatie bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de Directeur-generaal Informatica voor zover er niet afgeweken wordt van dit artikel .

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit dat artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aanpast, wordt het woord « 16 » ingevoegd tussen de woorden « 16+ » en « 15 ».

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *7bis* ingevoegd, dat artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aanpast, luidend als volgt :

« Art. *7bis*. Artikel 7 dient als volgt te worden gelezen :

Artikel 7. De administrateur-generaal oefent, onder het gezag van de Minister bevoegd voor Administratieve informatica, de hoge leiding van ETNIC uit. Hij coördineert de werkzaamheden en zorgt voor de eenheid van het beheer ervan.

Hij legt de door het bestuur behandelde zaken aan de Minister bevoegd voor Administratieve informatica voor en voegt er zo nodig zijn opmerkingen aan toe. Hij kan bovendien, op eigen initiatief, elk nuttig voorstel formuleren. Hij zendt de dossiers en instructies van de Minister van Informatica over aan de diensten, samen met de nodige informatie.

Hij oefent het gezag uit over de algemene directies en de diensten die de transversale en strategische directie vormen en zorgt er voor de coördinatie van.

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *7ter* ingevoegd, dat artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aanpast, luidend als volgt :

« Art. *7ter*. Artikel 8 dient als volgt te worden gelezen :

Artikel 8. § 1. De adjunct-administrateur-generaal neemt, onder het gezag van de administrateur-generaal, de leiding waar van een Algemene directie en zorgt voor de coördinatie van de departementen waaruit ze bestaan.

§ 2. De directeurs-generaal nemen, onder het gezag van de administrateur-generaal, de leiding waar van een algemene directie en zorgen voor de coördinatie van de departementen waaruit ze bestaan. ».

**Art. 9.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « 7 tot 10 » vervangen door de woorden « 9 tot 10 ».

**Art. 10.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art 9. Artikel 11 is niet van toepassing. ».

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12 dient als volgt te worden gelezen :

« Art. 12. § 1. Er bestaat binnen het Overheidsbedrijf een Directiecomité.

§ 2. Het Directiecomité is samengesteld uit :

1° stemgerechtigde ambtenaren-generaal;

2° personeelsleden van ten minste rang 12, met raadgevende stem, waarvan de lijst door de Minister bevoegd voor Administratieve informatica vastgesteld wordt.

De Administrateur-generaal kan andere personen uitnodigen om aan het Directiecomité deel te nemen. Ze beschikken over een raadgevende stem.

Het Directiecomité wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal of, in zijn afwezigheid, door de Adjunct-administrateur-generaal. Het neemt zijn beslissingen op een gezamenlijke manier.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden die bij wet, decreet en reglementaire bepalingen aan andere instellingen zijn toegekend, heeft het Directiecomité inzonderheid de volgende opdrachten:

1° elke transversale of strategische kwestie behandelen, alsook elke aangelegenheid van algemeen belang met betrekking tot de organisatie en de werking van het Bedrijf;

2° de coördinatie en uitwisseling van informatie, inzonderheid door ervoor te zorgen dat haar leden op de hoogte zijn van het beleid dat binnen het Bedrijf wordt gevoerd;

3° de voorbereiding en de opvolging van de dossiers die moeten worden voorgelegd aan de Minister bevoegd voor administratieve informatica en aan de strategische instanties voor informaticabeheer van de Franse Gemeenschap;

4° zorgen voor de coördinatie van, het toezicht op en de verificatie van de uitvoering van haar beslissingen en die van de Minister die bevoegd is voor administratieve informatica;

5° door middel van haar activiteiten bijdragen tot de goede uitvoering van de bestuursovereenkomst en zorgen voor toezicht op de uitvoering ervan om de zes maanden;

6° op eigen initiatief adviezen uitbrengen en voorstellen formuleren aan de Minister bevoegd voor administratieve informatica over alle aangelegenheden die betrekking hebben op dit statuut en op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de aangelegenheden die door het Bedrijf worden behandeld.

Het Directiecomité voert elke andere opdracht uit die bij dit besluit wordt vastgesteld of die hem door de Regering kan worden toegekend of gedelegeerd.

§ 4. Het Directiecomité oefent alle bevoegdheden uit die bij dit besluit en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap aan de raad van bestuur zijn toegekend.

Elke individuele beslissing van het Directiecomité ten aanzien van een personeelslid wordt bij geheime stemming genomen. In deze aangelegenheden is de samenstelling beperkt tot de leden die stemgerechtigd zijn.

§ 5. Het Directiecomité stelt zijn eigen huishoudelijke reglement vast.

Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de Minister die belast is met de administratieve informatica. ».

**Art. 12.** Artikel 10*bis* van hetzelfde besluit wordt in de volgende vorm hersteld:

"Art. 10*bis*. In artikel 13 moeten de woorden "van de Regering of de Minister aan wie zij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd" als volgt worden gelezen: "de Minister die bevoegd is voor administratieve informatica of de ambtenaar-generaal aan wie de Regering deze bevoegdheid heeft gedelegeerd." ».

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt artikel 10*ter* vervangen door het volgende artikel:

"Art. 10*ter*. In artikel 14 worden de woorden "de Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd" en "de Regering of de Minister aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd" als volgt gelezen: "de Minister die voor administratieve informatica bevoegd is of de ambtenaar-generaal aan wie de Regering deze bevoegdheid heeft gedelegeerd." ».

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt artikel 11 vervangen door de volgende tekst:

"In artikel 17 wordt het woord "Regering" gelezen als "Minister met administratieve informatica in zijn bevoegdheden." ».

**Art. 15.** In artikel 15 van hetzelfde besluit tot aanpassing van artikel 28 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt, in de Franse versie, het woord "cri" vervangen door "en".

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 16*bis* ingevoegd als volgt:

"Art. 16*bis*. - In artikel 30 worden de woorden "van de Regering of de Minister of de ambtenaar-generaal" als volgt gelezen: "van de Minister die administratieve informatica in zijn bevoegdheden heeft of van de ambtenaar-generaal." ».

**Art. 17.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 16*ter* ingevoegd als volgt:

"Art. 16*ter* - In artikel 36, § 1, worden de woorden "De Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal" als volgt gelezen: "De Minister die administratieve informatica in zijn bevoegdheden heeft of de ambtenaar-generaal..." ».

**Art. 18.** In artikel 17 van hetzelfde besluit, tot aanpassing van artikel 37 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het woord "Bureau" vervangen door de woorden "Minister bevoegd voor de administratieve informatica".

**Art. 19.** In artikel 20, van hetzelfde besluit, tot aanpassing van artikel 70 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie wordt het woord "brade" vervangen door het woord "grade";

2° in de Franse versie wordt het woord "le" vervangen door het woord "de";

3) het woord "124" wordt geschrapt.

**Art. 20.** In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt een derde lid ingevoegd als volgt:

"In hetzelfde artikel, paragraaf 8, worden de woorden "door de Regering of door de Minister of door de Secretaris-Generaal" als volgt gelezen: "door de Minister die de administratieve informatica in zijn bevoegdheden heeft of door de ambtenaar-generaal". »

**Art. 21.** Artikel 28 van hetzelfde besluit tot aanpassing van de artikelen 119 en 120 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de werknemers van de overheidsdiensten van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 28. Artikel 119 is niet van toepassing. ».

**Art. 22.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 28*bis* ingevoegd dat als volgt luidt: "Artikel 28*bis* wordt als volgt gewijzigd:

"Art. 28*bis*. 1. Er wordt een titel XIII*bis* ingevoegd die als volgt luidt: Titel XIII*bis* – Informatica-ambten

Art. 120/1. § 1. De ambten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), zijn opgenomen in het organogram van het bedrijf, dat jaarlijks op voorstel van het Directiecomité wordt goedgekeurd door de Minister bevoegd voor administratieve informatica. Ze zijn als volgt ingedeeld:

1° Klasse A: Deze ambten staan open voor personen die kunnen aantonen dat zij beschikken over specifieke ervaring [op het gebied van IT-beheer], mits bijzondere omstandigheden die naar behoren met redenen omkleed zijn in het ambtsprofiel, en met het voorafgaande en eensluidend advies van de Minister die voor administratieve informatica bevoegd is;

2° Klasse B+ ;

3° Klasse B ;

4° Klasse C+ ;

5° Klasse C ;

6° Klasse D+ ;

7° Klasse D ;

8° Klasse E+ ;

9° Klasse E.

De graden van projectdirecteur, analist, deskundige programmeur-analist, programmeur-analist, deskundige programmeur, programmeur, deskundige operator, en operateur, komen respectievelijk overeen met de ambten van de klassen B+, B, C+, C, D+, D, E+ en E.

§ 2. Het directiecomité stelt overeenkomstig het geldende organogram voor elke in § 1 bedoelde klasse specifieke ambtsprofielen vast, eventueel onderverdeeld in categorieën of beroepsvakken, voor elke in § 1 bedoelde klasse.

Art. 120/2. De inhoud van een krachtens het voorgaande artikel opgesteld profiel wordt op voorstel van het Directiecomité door de Minister belast met de administratieve informatica goedgekeurd.

Elk ambtsprofiel omvat:

- a) een concrete beschrijving van de uit te oefenen bevoegdheden en de te bereiken doelstellingen;
- b) de positie van het ambt in het organogram en het tijdelijke of permanente karakter ervan;
- c) de selectieprocedure en de samenstelling van de selectie-examencommissie;
- d) de vereiste opleidings- en/of ervaringscriteria.

Het besluit om aan te werven om deze ambten te bekleden is het voorwerp van een oproep tot het indienen van kandidaturen en, in voorkomend geval, van een beoordelingsprocedure die wordt vastgesteld door de Minister die verantwoordelijk is voor de administratieve informatica, op voorstel van het Directiecomité.

Art. 120/3. 1. Wanneer een selectiecommissie voor de aanwerving van een personeelslid als bedoeld in artikel 120/1 wordt opgericht, kan deze commissie, in afwijking van artikel 7, lid 2, van het besluit van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII<sup>e</sup> sorteren, meerdere externe leden tellen, en derhalve uit meer dan vier personen zijn samengesteld.

Externe leden van de selectiecommissie hebben recht op een presentiegeld van 90 euro per halve dag aanwezigheid.

Het bedrag van de vergoeding wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982, en is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138.01. “.

Art. 23. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden “16 adjunct-directeur- generaal - directeur-generaal” direct onder de woorden “16+ administrateur-generaal” ingevoegd.”.

Art. 24. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende artikel:

“Art. 33. Hoofdstuk V moet als volgt worden gelezen:

*HOOFDSTUK V. — Weddeschalen gekoppeld aan informatica-ambten*

Art. 31. 1. Voor elk informatica-ambt dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 120, lid 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zijn de volgende weddeschalen van toepassing, rekening houdend met de klasse waartoe zij behoren:

Klasse	A	151/li
Klasse	B+	120/4idp
Klasse	B	120/4i;
Klasse	C+	110/4i
Klasse	C	100/4iev
Klasse	D+	270/3i
Klasse	D	250/3iev
Klasse	E+	270/3i
Klasse	E	250/3iev

” ».

Art. 25. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° de vermelding van schaal 250/1iev wordt vóór de verwijzing naar schaal 260/1i ingevoegd, en wel als volgt:

« 250/1iev

16.926,60

- van 1 juli 2018 tot 30 juni 2019:

“Stappen: 3(1) 309,85

13(2) 633,76

1(2) 247,88 ”;

- van 1 juli 2019 tot 30 juni 2020:

“Stappen: 3(1) 309,85

13(2) 633,76

2(2) 247,88 ”;

- van 1 juli 2020 tot 30 juni 2021:

“Stappen: 3(1) 309,85

13(2) 633,76

3(2) 247,88 ”;

- van 1 juli 2021 tot 30 juni 2022;

“Stappen: 3(1) 309,85

13(2) 633,76

4(2) 247,88 ”;

- vanaf 1 juli 2022:

“Stappen: 3(1) 309,85

13(2) 633,76

5(2) 247,88 ”;” » ;

2° de woorden “250/3iev” worden ingevoegd tussen de woorden “250/3i” en “260/3i”;

3° De vermelding van schaal 100/1iev wordt vóór de verwijzing naar schaal 110/1i ingevoegd, als volgt:

«

100/1iev

23.911,99

- van 1 juli 2018 tot 30 juni 2019:

“Stappen: 3(1) 704,18

13(2) 1084,44

1(2) 542,22 ”;

- vanaf 1 juli 2019:

“Stappen: 3(1) 704,18

13(2) 1084,44

2(2) 542,22 ”;” » ;

4° de woorden “, 100/4iev” worden ingevoegd tussen de woorden “100/4i” en “110/4i”;

5° De vermelding van schaal 151/1i wordt na de vermelding van schaal 120/4idp als volgt ingevoegd:

”« 151/1i

Minimum[46.888,91].

- van 1 juli 2018 tot 30 juni 2019:

“Stappen: 11(2) 2020

1(2) 1010 »

- van 1 juli 2019 tot 30 juni 2020:

“Stappen: 11(2) 2020

2(2) 1010 »

- van 1 juli 2020 tot 30 juni 2021:

“Stappen: 11(2) 2020

3(2) 1010 »

- van 1 juli 2021 tot 30 juni 2022;

“Stappen: 11(2) 2020

4(2) 1010 »

- vanaf 1 juli 2022:

“Stappen: 11(2) 2020

5(2) 1010 » ;

6° Tussen de schalen 150/1i en 161/1i wordt een kolom ingevoegd, die als volgt luidt:

160/1i

48.641,28

10(2) X 2020 »

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 15 mei 2019.

**Art. 27.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2019.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-president, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT